L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN. 31 JUILLET.

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant :

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868		$229,275 67
Primes d'incendie	$180,608 00	
Primes de mer	37,439 31	
Primes de rivières	14,765 16	
Moins primes remboursées	4,457 39	228,476 48
Montant en réserve pour risques non expirés	89,689 48	88,166 29
Montant net des primes		140,707 17
Pertes payées		
Pertes par l'incendie	38,063 15	
Pertes sur mer	24,613 42	
Pertes sur rivières	4,797 00	
	76,453 53	
Réassurance	11,904 64	
Dépenses, loyers	20,202 07	
Taxe et souscriptions	10,236 07	
Et 15 0/0 d'escompte	20,469 45	
Réservé pour pertes non réglées	20,000 00	159,661 29
Bénéfice net		38,045 88
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Billets pour actions	120,000 00	
Effets	3,305 00	
A. par comptes individuels	29,399 77	
Prêts sur garanties, sur demande	64,235 00	
Prêts sur hypothèques	21,400 00	
Garanties de la ville	5,000 00	
Garanties des Etats-Unis	13,187 41	
En caisse	44,101 08	300,628 97

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé :) D. MICHEL, Président.
E. MAIER, Secrétaire.

Assermentés et signés par devant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé :) PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
C. F. FORSTER, Vice-Président.

E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

J. H. Helmer,	C. T. Forster,
F. A. Lolling,	H. Zuberbier,
Theo. Scherr,	G. H. Karstendiek
Geo. Horn,	Louis Schwarz,
Chas. Bondie,	G. L. L. Meyer,
L. F. Berje,	H. Steere,
D. Michel,	F. Del Bondio,
August Koenig,	J. A. Stoffer,
Chas. Loeffler,	X. Weissenbach,
Julius Hoenner,	A. Marks,
F. Freh,	J. J. Weckerling,
F. M. Ziegler,	J. F. Knoste.

12 avril—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868		$546,969 42
Savoir		
Primes d'incendie	$286,272 37	
Primes de mer	162,130 70	
Primes de rivières	100,207 15	
		$548,630 42
En moins :		
Primes remboursées	$5,609 75	
Primes non expirées	40,145 00	$45,694 75
Montant net des primes		$502,948 67
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	$68,597 30	
Pertes sur mer	184,072 79	
Pertes sur les rivières	94,862 08	
	$342,062 14	
Escompte au lieu de scrip	54,246 05	
Taxes et Revenu intérieur	34,741 35	
Dépenses, loyer, etc., compte d'escompte	32,210 39	
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868	37,777 39	
		$491,210 70
Réservé pour pertes non réglées		$11,277 60

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finance de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après allocations et déductions, être équivalent à un capital comptant de $620,000, savoir :

Placé en propriétés foncières	$45,836 11
Hypothèques sur propriétés foncières	73,019 30
Placé en bons de la ville et autres bons	22,339 80
Placé en actions de banques et autres actions	133,305 00
Placé en scrip de Compagnie d'assurance	136,282 00
Prêts garantis	10,300 00
Effets à recevoir	46,650 32
Primes en voie de perception	27,322 71
Encaisse	111,513 49
	$727,000 11

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé par devant moi, ce 23 mars 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

— Directeurs —

Charles Briggs,	A. E. Montgomery,
Ant. Carrière,	A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick,	Frank Williams,
S. Bragier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh McDonald,
Alfred Kearny,	Wm. M. Pinckard,
A. Freriche,	John B. Wolfe,
George W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. E. Pothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon Jr.,
Henry J. Voss,	B. Flagge,
E. Marquese,	James Gallier,
Chas. Welchen,	Rudolph Sieg.
H. F. Given.	

24 mars—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, Nouvelle-Orléans, 25 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir :		
Sur les risques d'incendie	$166,471 80	
Sur les risques de mer	95,880 94	
Sur les risques de rivières	55,452 34	
	$317,804 71	
Plus, les risques non expirés pour 1866	66,985 00	
		$384,890 71
En moins, les risques non expirés pour 1867	$60,418 00	
Primes remboursées pour 1867	2,698 94	$63,014 94
Montant net des primes de 31 déc. 1867		$321,875 97
Pertes payées dans la même période		
Sur les risques d'incendie	$32,921 12	
Sur les risques de mer	39,641 76	
Sur les risques de rivières	28,062 94	
		$100,715 82
Plus, réassurances	$2,167 75	
Escompte de primes	46,45 87	20,874 62
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt sur scrip		71,610 31
Réservé pour paiement d'intérêt sur scrip émis en 1866 y compris les balances		80,253 10
		$284,513 38
Bénéfice net		$37,161 82

L'actif de la Compagnie est comme suit :

Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $60 c	$167,200 00
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c	86,800 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c	71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c	17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 50 c	2,000 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 50 c	3,000 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c	4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc	162,405 00
Prêts sur garantie	26,100 00
Prêts sur hypothèque	51,000 00
Effets à recevoir	11,398 39
Primes dues et en voie de la perception	47,162 03
Scrips d'autres Compagnies d'assurances	12,400 00
Monnaie n'ayant pas cours	4,600 00
Coupons de la ville, dûs et non recouvrés	13,000 00
En caisse	34,574 41
	$767,766 81

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé par devant moi, ce 25 janvier 1868.
PARIS CHILDRESS,
Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président,
JOHN G. GAINES, Vice-Président.

THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS :

Jno. G. Gaines,	E. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno. C. Riehs,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
S. Blocco,	J. B. Bres,
J. C. Satrell,	Thos. Sloo,
Thos. A. James.	

28 janv—1a

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1868 :		
Primes d'incendie	$52,836 44	
Primes de rivières	79,623 20	
Primes de mer	29,886 00	
		$161,669 75
Pertes payées :		
Pertes par incendie	$13,639 39	
Pertes sur les rivières	34,244 38	
Pertes sur mer	34,373 70	
	$122,277 42	
Escompte sur primes	20,990 97	
Taxes	4,760 91	
Réassurances	5,862 35	
Primes remboursées	419 00	
Dépenses, profits et pertes, etc, intérêts en moins	20,635 66	$197,159 31
		$36,565 56
Actif en caisse	$22,904 11	
Effets à recevoir	3,683 36	
Meubles	2,673 35	
Primes dues	34,906	
Billets pour actions	324,200 00	
		$382,373 44

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

S. S. BUCKNER, président.

[illegible] SWEET, secrétaire.

[illegible] et signé, par devant moi, ce 31 avril 1868.
PARIS CHILDRESS,
[illegible] Juge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

Primes de l'année expirée le 31 décembre 1867 :		
Sur les risques d'incendie	$319,816 16	
Sur les risques de mer	68,840 44	
Sur les risques de rivières	22,730 61	
Total des primes		$411,386 41
En moins : Primes non expirées le 31 décembre 1867	$115,869 00	
Primes remboursées	4,118 41	
		119,977 41
Montant net des primes		$291,409 00
Pertes : Sur les risques d'incendie	$62,768 00	
Sur les risques de mer	31,688 99	
Sur les risques des rivières	13,659 98	
	$108,480 92	
Taxes	11,563 53	
Ré-assurance	6,274 01	
Dépenses, moins le compte d'intérêt	28,189 00	
Intérêts sur scrips	19,390 00	
		$194,036 94
Bénéfice		$97,449 36
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Effets à recevoir pour primes	68,764 91	
Billets garantis et billets hypothécaires	239,997 00	
Dû pour primes au voie de perception	59,828 1	
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville	103,340 64	
Scrips des différentes Compagnies d'Assurance	29 130 00	
En caisse	33,777 32	
	361,637 94	
Moins : Dépréciation des susdits		
Montant net		$469,[illegible]
Moins : Intérêts de scrips non réclamés	7,000 75	
Intérêts payables sur scrips non encore payés	34,669 00	772 00 / 64,297 73
		$[illegible],584 00

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signé pardevant moi, ce 11 janvier 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Il a été résolu, en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent sur tous les scrip non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—

George Urquhart,	Chs. Lafitte,
A. Rocheraux,	J. M. Lapeyre,
S. W. Babcock,	A. Schreiber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens,	W. B. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.
11 [illegible]

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le dix-huitième jour de mars de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et dans la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, Gustave Le Gardeur, Jr., notaire public, dûment commissionné et assermenté dans et pour la susdite ville et la susdite paroisse, ont comparu les personnes dont les noms et signatures sont ci-après indiquées, lesquelles personnes ont déclaré qu'eux ou ceux qu'ils représentent sont actionnaires de la Banque de la Nouvelle-Orléans, corporation établie en vertu des lois de l'Etat et située dans cette ville et paroisse [illegible]

[illegible] Que conformément à la loi et au huitième article de la charte ou acte d'incorporation de ladite banque, au rapport de W. Monaghan, ancien notaire de cette ville en date du 14 mai 1853, la direction de ladite banque propose une modification, ou changement ou amendement aux articles de société [illegible] le troisième jour de février mil huit cent soixante-six [illegible] Crescent et l'Abeille [illegible]

Que la dite résolution fut soumise à une assemblée générale des actionnaires de la dite banque, après le temps et l'avis qu'exige la loi [illegible]

[illegible]

Et les dits comparants [illegible]

Ainsi fait et passé, à mon étude, le jour, le mois et l'année ci-dessus écrits, en présence de MM. Armand Pitot jr. et Edouard Pitot, témoins légaux, qui ont signé avec les comparants et moi, notaire, après avoir lu le tout.

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

	Actions.		Actions.
F Schuler	42	F E Bernard	100
Delvaille & Joubert	45	J Marsoni	50
A DuBon	50	Warren,Crawford & Co	20
C Chauvane	50	J P Forties	10
J V Allain	300	J P Forties	20
Chas. De Reyter	320	J M Plattier	20
H C Millaudon	150	F E Jourdain	15
H C Millaudon, agent	150	J Delery	10
Edgar Pitot	20	C Gelpi	40
E E Mansion	700	Gelpi & Co	135
J B Mantout	150	F Gelpi	150
E Bozant	200	C Osmont	100
E Roux	200	E Dugué	280
A Demeuil	53	H Dumas	20
Francis J Ruby	142	C Denis	50
E Roux	40	Camboni	100
P Poché	40	A G Ricard	40
F F Lafitte	100	Alfred Forgerer & Co	100
Theo. Lanaux	100	F D Wood	60
Ant Lacoste	100	Wood & Low	20
Hibern. Mutual Ins. Co	500	L Berry	100
F O'Brien	100	J O'Brien	20
Hervell, Gayle & Co	100	Alfred Kearny	50
B M Merrill	100	Vere Boze	50
J W Burbridge	100	H. Lagarde	40
Mrs. V W Burbridge	130	A Violett	40
Tho. Jenny & Co	330	A Violett & Co	100
C H Hyams	300	J B Dauvin	100
L B Frabier	20	U Payne	50
Porciall & de Lassus	275	L Roqué	33
C Cavaroc	100	Amé Luz	100
Irma Cavaroc	3	S N Mercer	100
C Cavaroc, Jr	3	P Schmidt	20
J Bouligny	20	B Schmidt	20
L Guyol	15	E Mariah	20
Puig Bros	100	Mrs. A Bourdette	20
F Coleman	181	Mrs. Paul Juge, tu	20
P Duprat	100	Aug. Reine	100
W G Robinson	100	Ang. Reine	20
John Pemberton	100	Chas. Lesley	20
Louisiana M. Ins. Co	500	Lewis & Co	100
Roy, ce & Delsa	500	J Cusimano	20
H M Kennedy	20	Castillo & Harisse	5
M Quinsby	180	F J Hart & Co	20
Balli & Co	100	Allen & Kelsey	20
Pamperche & Agnieto	45	D M Bernard	20
Pelton & Co	100	Chas. Dumas	20
J Michel & Co	50	Chas. Dumas	20
Cie d'Assur. Mut. du Crescent	512	Olquel & Jacobson	20

A. PITOT, Jr, EDW. PITOT, G. Le GARDEUR, Jr., Notaire public.

Pour copie conforme, G. Le GARDEUR, Jr., Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement pour la paroisse et la ville de la Nlle-Orléans, certifie que la susdite charte d'incorporation a été, aujourd'hui, dûment inscrite à son bureau, Livre 8 No 7, folios 71, 72, 73 et 74.

A. DUCATEL Jr.,
Député du préposé à l'enregistrement.

Nlle-Orléans, 18 mars 1868.
25 mars—1f por com—4 sem

Vente par le shérif de la paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

H. H. BRYAN, Junr., Adm., vs. H. B. PEGRAM et als.

(ACTION EN PARTAGE.)

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 33,264—En vertu d'un jugement rendu le 30 de juin 1868 et signé le 6 de juillet de la même année, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI huit Août 1868 à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit :

1o Une certaine portion de terre située dans le 1er District de cette ville dans l'îlet borné par les rues Erato, Thalie, Nayades et Prytanée, étant la moitié du côté du terrain, désigné par le No Six, d'un terrain désigné par le No Sept, d'après un plan déposé en l'étude de Hugh K. Gordon, ci devant notaire public en cette ville.

La dite portion de terre mesure trente pieds de face à la rue Erato sur cent vingt pieds de profondeur, le tout mesure française.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par Nathaniel J. Pegram de William W. Pugh, suivant acte au rapport de T. O. Stark, notaire public en cette ville, en date du 11 mai 1868.

2o Deux certains terrains situés dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Baronne (ci-devant Bacchus) Carondelet (ci devant Apollo), Première et Philippa, désignés par les numéros Neuf et Dix dans l'îlet numéro Cent Vingt-quatre d'après un plan dressé par L. Surgi, voyer, daté du 1er mars 1844 et déposé aux archives de Jules Mossy, autrefois notaire public en cette ville.

Les dits terrains mesurent, chacun, trente pieds de face à la rue Première, sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles; l'un des dits terrains formant l'angle des rues Première et Baronne.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par Nathaniel J. Pegram, de William Braun, suivant acte au rapport de William Shannon, notaire public en cette ville, en date du 11 mars 1866.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
THOS. L. MAXWELL,
Shérif.

7 juillet—16.24—août 1.8

JOSEPH ERNEST vs A. CHALOMET & ALS.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, Nos 21,740—En vertu d'un ordre de vente rendu le 1er de juillet 1868 et à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus je procéderai le SAMEDI, premier août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et Encanteurs, rue Royale, à la vente publique et adjudication de

GROCERIES

Le fonds d'une grocerie située au No 362 rue des Magasins à l'angle de la rue Thalie, dans le Premier District de cette ville, suivant inventaire déposé au même bureau pour recours.

Séquestré dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

21 juil—21 24 28 30—août 1er

BERTRAND SALOY vs. BENJAMIN MOUCHON

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 20,329—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-deux août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

Un terrain situé dans le Premier District de cette ville, désigné par le No deux (2), d'après un plan dressé par C. A. de Armas, arpenteur, le 9 de février 1858, et déposé en l'étude d'Ant. Doriocourt, notaire public en cette ville.

Le dit terrain se trouve dans l'îlet borné par les rues Thalie, Bacchus, Erato et Apollo, et mesure, mesure américaine, vingt-neuf pieds deux trois lignes de face à la rue Thalie sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de la succession de la veuve Jean Mouchon, suivant acte au rapport du dit notaire Ant. Doriocourt, en date du 5 d'avril 1858.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

21 juillet—21,30—août 7.15,22

Important to Travelers.

FARE REDUCED.

ON AND AFTER APRIL 16TH,

FARE VIA NEW ORLEANS, JACKSON AND GREAT NORTHERN RAILROAD,

—AND—

MISSISSIPPI CENTRAL RAILROAD.

To the following points will be :

NEW YORK	$35 00
PHILADELPHIA	32 00
BALTIMORE	30 50
WASHINGTON	27 50

For information and particulars apply at Ticket Office, corner Camp and Common, under City Hotel, and Depot, Calliope street.

T. S. WILLIAMS,
General Superintendent N. O. J. and G. N. R. R.
R. D. FROST,
Gen' Sup't Miss. Central Railroad.

ap22 3m

CHARTE.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le [illegible] jour de janvier mil huit cent soixante-huit et la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant [illegible], notaire public, dans et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et assermenté en cette qualité, en présence des témoins ci-après nommés et dont les signatures sont ci-dessous, ont comparu et se sont présentées les personnes ci-dessous nommées, et qui ont signé ci-dessous, lesquelles ont déclaré que, profitant des lois de la Louisiane relativement aux corporations, elles se forment en corporation, pour les objets et fins mentionnés en cet acte, elles sont convenues de se former et de former ceux qu'ils représentent en une corporation d'après les règlements qui suivent :

ARTICLE I.

Le nom de corporation de cette société sera la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

ARTICLE II.

Le siège des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de cette Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers et, en général, d'exercer les pouvoirs et privilèges dont elle pourrait être en cet, par les présentes, revêtue, à l'effet de la mettre à même de construire et d'exploiter des chemins de fer.

ARTICLE IV.

Le capital de cette corporation est, par les présentes, fixé à trois cent mille piastres ($300,000) piastres représentées par trois mille actions de cent piastres. [illegible]

ARTICLE V.

La dite corporation aura, par les présentes, toutes les obligations de F. Mossey et Co, principaux, et Geo. W. Hynson, G. E. Macarty, L. E. Lemarié et S. Saley, cession dans le contrat et l'acte du droit de passage pour l'établissement des chemins de fer dans les rues Canal, Dauphine, Dumaine et autres rues dans la ville de la Nouvelle-Orléans d'après l'acte passé pardevant William J. Castel, notaire public de la Paroisse d'Orléans, le 5 juillet 1867 et par acte passé pardevant Hon. C. Dibble, notaire public de la Nouvelle-Orléans, le 17 décembre 1867. Elle s'oblige à construire les dits chemins de fer d'après les plans et les cahiers de charge, dans l'espace de temps et de la manière indiqués dans les dits actes notariés; et de remplir toutes les conditions et obligations qui y sont indiquées et exprimées.

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer les opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un sceau qu'elle composera d'un char dans un cercle sur lequel sera tracé le nom de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les articles de société pourront être modifiés ou changés; le capital pourra être porté à une somme quelconque n'excédant pas cinq cent mille piastres [illegible]

ARTICLE IX.

Tous les pouvoirs de cette Corporation devront être confiés à une Direction composée de sept personnes qui devra posséder, au moins, une action d'au moins mille cinq cent ($1500) piastres du capital de cette société.

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants : George W. Hynson, D. B. Macarty, S. Saley, L. E. Lemarié, F. Mossey, George Clark et Félix Labatut, composeront et sont, par les présentes, constitués premier Bureau des Directeurs. A une première réunion ils éliront l'un d'entre eux Président, et les membres du dit Bureau devront continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par leurs successeurs qui devront être élus ainsi que le déclare l'article onze.

ARTICLE XI.

Le premier lundi de février 1869 et, tous les ans après cette époque, une élection de sept Directeurs, par les actionnaires, aura lieu au bureau de la corporation, et il devra être donné avis de la dite élection, pendant dix jours au moins, dans deux des journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE XII.

Une pluralité des votes (en comptant un vote par chaque action sur lequel le vote est donné) suffira à élire les Directeurs qui, à leur première réunion après leur élection devront élire l'un d'entre eux Président de la Société. [illegible]

ARTICLE XIII.

Une majorité des Directeurs sera nécessaire pour former un quorum [illegible]

ARTICLE XIV.

Tout Directeur qui cessera le point de s'absenter pour quatre-vingt-dix jours consécutifs [illegible]

ARTICLE XV.

Les Directeurs devront nommer un Secrétaire, tous les commis et agents [illegible]

ARTICLE XVI.

Des livres pour l'enregistrement et le transfert d'actions seront ouverts et tenus [illegible]

ARTICLE XVII.

Le fait que, pour un motif quelconque, les Directeurs n'ont pas été élus au jour fixé, ne devra pas dissoudre cette Société [illegible]

ARTICLE XVIII.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection de Directeurs ou dans d'autres buts, aura droit, directement ou par procuration, à un vote pour chacune de ses actions [illegible]

ARTICLE XIX.

Deux membres de cette corporation ont au nom de la dite corporation [illegible]

ARTICLE XX.

Un compte rendu de toutes les réunions de Directeurs sera tenu par le Secrétaire et vérifié par le Président. [illegible]

ARTICLE XXI.

Les Directeurs pourront accepter provisoirement tout pouvoir ou privilège quelconque accordé à cette Société [illegible]

ARTICLE XXII.

La liquidation des affaires de la Société devra être faite par trois commissaires nommés par les actionnaires [illegible]

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt des actionnaires dans cette compagnie sont déclarés être ainsi qu'il suit :

Félix Labatut,	Jacob Newhauser,
Arthur Déjan,	Henry Larquié,
Alfred Rousseau,	E. et A. Soulié,
Victor Prados,	Henry Tate,
E. H. Schmidt,	Jos. Deckon,
J. Ségouin,	Pierre Abadie,
Chas. E. Schmidt,	G. de Lesseu,
Paul E. Théard,	Florville Foy,
F. Mossey,	Jos. Hernandez,
H. St-Armand,	A. L. St-Cyr,
L. E. Lemarié,	Geo. W. Hynson,
S. Saley,	D. B. Macarty,
George Clark, et autres.	

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, le dit notaire, le jour, le mois et l'année ici indiqués en premier lieu.

L'original est signé :

G. A. Kemper, F. Mc C. Swain. — Edward Ivy, Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY,
Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, Lse, certifie que la susdite Charte a été inscrite aujourd'hui, à mon bureau, dans le livre de sociétés No 7, folios 47, 48, 49, 50, 51 et 52.

A. DUCATEL Jr.,
Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.
4 fév—4 lsp

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

Office, No. 78 Camp street, Corner of Natchez street.

SIXTEENTH YEAR.

Premiums received during the year ending December 31, 1867	$621,590 73
Losses, taxes, expenses, re-insurance, etc., paid during same period	217,740 60
Assets on the 31st December, 1867	873,724 60

This Company continues to insure against the perils of the Seas, Rivers, and loss or damage by Fire, at the current rates of premium.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

J. M. Allen,	J. H. Ludwigson,	B. K. Converse,
A. Moulton,	Wm. Chambers,	A. H. May,
S. F. Ethell,	John T. Moore,	Robert Hare,
Wm. M. Perkins,	J. M. Isombour,	John C. Rogers.

febl7 11am e o d

Statement of the Merchants' Bank

On the Morning of February 24, 1868, previous to Resumption of Active Business.

LIABILITIES.

Capital Stock, 5472 shares at $50		$264,100 00
Individual Depositors	$4,430 28	
Due Distant Banks and Bankers	137 00	
Unpaid Dividend	5,635 00	
Outstanding Check on New York	38 70	
		$14,261 05
Circulation		19,018 00
Total Liabilities		$33,286 05

ASSETS.	TOTAL AM'NT.	VALUE.
Cash on hand in Curr'nt Funds	$35,775 38	$35,775 38
Notes and Bills Discounted maturing	16,500 75	16,500 75
Notes and Bills Discounted protested	104,179 97	50,000 00
100 Bonds City of New Orleans in favor of Railroads	100,000 00	85,000 00
90 Jackson Railroad 1st Mortgage Construction Bonds	100,000 00	80,000 00
20 Shares Merchants' Bank Stock taken in settlement	1,200 00	861 00
Matured Coupons Jackson Railroad Bonds	200 00	210 00
Real Estate, Banking House (in litigation)	20,000 00	—
Real Estate other than Banking House	42,000 00	42,000 00
Banking House, Fixtures and Furniture	2,500 00	2,500 00
Total Assets	$512,714 36	
Estimated Value of Assets This Day		$295,661 17

A full statement of PROTESTED PAPER, estimated in our Assets at $80,000, is OPEN FOR EXAMINATION.

mh1 3w — THOS. L BAYLY, Cashier.

Compagnie Louisiana Equitable Life Insurance.

[Charte, Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans.]

QU'IL soit connu que ce vingt-cinquième jour de mars de l'année mil huit cent soixante-huit, pardevant moi, Edmond T. Dowes, notaire public, dans et pour la ville de la Nlle-Orléans, Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et assermenté—ont comparu les personnes dont les noms sont ci-dessous [illegible] lesquelles ont déclaré avoir formé une corporation dans les buts, sous les stipulations et règlements suivants :

ARTICLE PREMIER.

Le nom et le titre de la dite corporation sont :

Louisiana Equitable Life Insurance Company.

Le domicile en est, par les présentes, établi dans la ville de la Nlle-Orléans. La corporation commencera les opérations dès que les souscriptions s'élèveront à cent mille piastres. Elle existera pendant vingt-cinq ans à partir de la présente date [illegible]

ARTICLE DEUXIEME.

Le but de la Compagnie est de faire toute espèce de contrats pour assurer la vie; d'accorder et émettre toute espèce de polices d'assurance pour assurer la vie humaine; de faire tout ce qui se rattache à ce genre d'affaires. [illegible]

ARTICLE TROISIEME.

Le capital de la dite Compagnie devra être de cinq cent mille piastres ($500,000) divisé en cinq mille actions de cent piastres ($100) qui devront être payées à l'époque et de la manière suivante : [illegible]

ARTICLE QUATRIEME.

Tous les pouvoirs de corporation de la Compagnie devront être exercés par un Bureau de quinze Directeurs dont cinq formeront un quorum.

Les actionnaires dont les noms suivent sont, par les présentes, constitués le premier Bureau de Directeurs et revêtus de tous les droits et pouvoirs qui sont ici spécifiés.

John Pemberton,	W. S. Pike,	Edward Rigney,
E. A. Tyler,	J. W. Stone,	W. B. Schmidt,
C. H. Slocomb,	A. Thompson,	Alexander Marks,
F. Del Bondio,	Philip Meyer,	C. E. Girardey,
George A. Fosdick,	Marr'll J. Smith,	Edouard Barnett.

Les Directeurs devront, à leur première réunion de chaque année, choisir un des leurs Président de la Compagnie. [illegible]

ARTICLE CINQUIEME.

Nul ne pourra être directeur de la dite Compagnie, si, à l'époque de son élection et pendant la durée de ses fonctions, il ne possède pas en son nom ou en celui de la maison de commerce à laquelle il pourra appartenir, dix actions du stock actuel de la dite Compagnie, et s'il n'est possesseur d'une assurance soit sur la vie soit sur celle d'une autre personne à son profit, assurance s'élevant au moins à cinq mille piastres.

ARTICLE SIXIEME.

Le Bureau de Directeurs fixera le montant des appointements de tous les officiers, commis et employés de la Compagnie [illegible]

ARTICLE SEPTIEME.

Le Bureau de Directeurs aura le droit à tellesépoques qu'il jugera convenables, de placer les fonds et le capital de la Compagnie en bons et hypothèques [illegible]

ARTICLE HUITIEME.

Aucune action ne sera considérée comme transférée, à moins que le transfert n'ait été passé aux livres de la Compagnie [illegible]

ARTICLE NEUVIEME.

Au mois d'avril de chaque année, le Président et le Directeur de la Compagnie feront faire, par l'Actuaire de la Compagnie [illegible]

ARTICLE DIXIEME.

Aucune police d'assurance émise par cette Compagnie ne pourra être déclarée nulle [illegible]

ARTICLE ONZIEME.

A l'époque de la dissolution de la Charte de la Compagnie, ou auparavant, s'il en est ainsi ordonné par le vote des actionnaires, ainsi qu'il sera prescrit ci-après, la liquidation des affaires de la Compagnie aura lieu, ses dettes seront payées par les soins et sous la direction de trois commissaires qui seront nommés par le Bureau de Directeurs; les dits commissaires devront rester en fonction jusqu'à la liquidation finale des affaires de la Compagnie.

ARTICLE DOUZIEME.

Cet acte d'incorporation peut être modifié, altéré ou amendé, ou la dite Compagnie peut être déclarée dissoute à une assemblée générale des actionnaires tenue à cet effet après trente jours d'avis en anglais et en français, ainsi qu'il est dit ci-dessus, et par le vote des trois quarts des actions représentées à cette assemblée; et les dites modifications, altérations, les dits amendements, ou la dite dissolution seront enregistrées et publiées conformément aux lois existantes.

Total du stock souscrit 2047 actions à cent piastres chacune, s'élevant à $204,700.

Ainsi fait et passé en la ville de la Nouvelle-Orléans, au jour, au mois et en l'année inscrits plus haut, et en présence de MM. William S. Barnett et Adolphe E. Lesse, témoins compétents, qui ont signé avec les dites parties et moi notaire.

Original signé : JOHN PEMBERTON, W. S. PIKE, EDWARD BARNETT et autres ; A. E. LESSE, W. S. BARNETT.

M. T. DUCROS, notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'acte original déposé en mon étude.

Nouvelle-Orléans, 25 mars 1868.
M. T. DUCROS, notaire public,
13, rue Royale, 13.

r1l—16f

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY.

30.............Carondelet Street.............30

NEW ORLEANS.

ALL DIVIDENDS IN THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount of Premiums received in the first year (for eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$412,696 49.

ASSETS

30th April, 1867.............$246,815 91

The Company continues to issue Policies against Loss and Damage by fire and the perils of rivers and seas at the current rates of premium.

MICHEL MUSSON, President.
HARMON DOANE, Vice President.

ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES :

James Hewitt,	J. J. Warren,
W. A. Johnson,	Wm. Bell,
W. Burbridge,	Robert Pitkin,
Jno. L. Noble,	Alf. H. Isaacson,
Moses Greenwood,	Rich'd Milliken,
Alfred S. Huntington,	Sam'l E. Moore,
Hugh McColl,	Wm. E. Henning,
Marshall J. Smith,	Thos. M. Scott,
I. Goulfield,	Joseph Bloch,
John Chaffe,	J. B. Jennings,
S. H. Terry,	R. T. Buckner,
Jos. W. Blair,	H. H. Ware,
	Sam'l Friedlander

ocll1

Commercial Insurance Company,

SECOND ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement :

Amount of Premiums for the year ending March 31, 1868 :		
Fire Premiums	$52,636 44	
River Premiums	79,623 20	
Marine Premiums	29,896 11	$161,682 75
Losses Paid :		
Fire Losses	$13,659 39	
River Losses	84,244 33	
Marine Losses	34,373 70	
	$122,277 42	
Rebate	20,990 97	
Taxes	4,702 91	
Re-Insurance	5,862 35	
Return Premiums	419 00	
Expenses, Profit and Loss, etc., less interest	20,629 66	$197,10[illegible]
		$36,56[illegible]
Assets :		
Cash on Hand	22,904 11	
Bills Receivable	3,682 92	
Furniture	2,673 35	
Premiums Due	24,806 40	
Stock Notes	324,200 00	$382,373 44

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

S. S. BUCKNER, President.

GEO. O. SWEET, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 21st day of April, 1868. PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

ap23 1m

Postage to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.	Letters.		
Africa, west coast, British mail	33	4	
Argentine Republic via England via France	*45	12	4
Aspinwall	*15	2	
Australia, Br. M. via Southampton	33	6	
do via Marseilles	45	8	
by private ship from N. Y. or Boston	5	2	
French mail (S. Austr'a comp'ry)	*30	*60	
by Brem. or Ham. mail, via Marseilles and Suez	60	102	
Algeria, French Mail	*15	*30	3
by Brem. & Ham.; mail via Trieste		55	
Austria and its States, Pr. closed mail		*28	
do do when prepaid		28	
do by Brem. or Ham. mail		*15	3
do do (except prov. in Italy) French mail			*21
Bahamas, by direct steamer from New York	3	2	
Belgium, French mail	*40	8	
closed mail via England	*27	5	
open mail via London by Am. pkt	21	2	
do do by British pkt	5	2	
Brazil, via England	45	4	
via France, in Fr. m. from Bordeaux			
By American Packet	*30	4	
Bremen, Prussian closed mail	10	2	
do do do when prepaid	*30	3	
do Bremen mail			
do Hamburg mail	*10	3	
do French mail	*15	3	
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles	*21	*42	
do dist. exceed 3000 miles	*10	2	
Buenos Ayres, via England	*15	3	
do via France, by French mail from Bordeaux	45	4	
Cape of G. H., Br. m., via Southampton	30	60	
do do Marseilles	45	6	
Chili	34	6	
China, Br'sh M. via Southampton	45	8	
do via Marseilles	53	8	
do by Br'n or Ham. m.			
do via Trieste	55		
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez	40	72	
French mail	30	60	
by mail to San Fran., thence by pr. ship			
Costa Rica	10	2	
Cuba	10	2	
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)			
by Bremen or Hamburg Mail	33	6	
French Mail	27	54	
E. In's, op'n m. via Lon. by A. pkt	5	2	
Prussian closed mail, via Trieste (Reg. possess.) Fr. cl. m. via Trieste	45	18	
by Brem. or Ham. m. via Mar's and Suez	35	30	
by Brem. or Ham. m. via Trieste	40	72	
French mail	64		
Ecuador	34	6	
France	30	6	
Frankfort, French mail	*15	2	
Prussian closed mail	*21	*42	
do do when prepaid	*30		
Brem. or Ham. mail	*15	3	
German States, Prus. closed mail (if prep 30c)			
French mail	*30	6	
Bremen mail	*21	*42	
(except Luxemburg) by Ham.	*15	3	
Great Britain and Ireland	*15	3	
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.	*34	3	
Bremen mail	*10	3	
Prussian closed mail	*15	3	
do when prepaid	*30	6	
French mail	*21	*42	
Hanover, Prussian closed mail	*30		
do when prepaid	28		
by Bremen or Hamburg mail	*15	3	
French mail	*21	*42	
Hayti, via England	33	4	
Hong Kong, Brit. m. via Mar's	53	8	
do via Southampton	45	6	
by French mail	30	60	
by Bremen or Hamburg mail	35	2	
Prussian closed mail	38	10	
Indian Archipelago, French mail	30	6	
Italy, via Bremen or Hamburg mail	38	8	
British mail via Marseilles	38	10	
Martinique, via England	45	4	
Mauritius, Br. m. via Southampton	45	4	
do via Marseilles	53	8	
do French mail	30	60	
Mexico	10	3	
Norway Prus. cl. m. (if prep. 38c)	45	13	
do Bremen or Hamburg mail	46	4	
do French mail	33	4	
Nassau, N. Prov. direct steamer from N. Y.	3	2	
New Granada, (except Aspinwall and Panama)	18	6	
Nicaragua, Pacific Slope, via Panama	10	2	
do Gulf Coast of	10	2	
Panama			
Paraguay, Brit. mail via England	45	4	
Peru	22	6	
Porto Rico, Brit. mail via Havana	18	4	
Portugal, Brit. mail via England	23	6	
Prussia, Prussian closed mail	*28	6	
do when prepaid	*15	3	
by Bremen or Hamburg mail	*21	*42	
French mail	*30	6	
Russia, Pru. cl. m. (if prep. 35c.)			
by Bremen or Hamburg mail	*30	6	
French mail	33	8	
Sweden Prus. cl. m. (if prep. 34c.)	38	10	
do Hamburg or Bremen Mail	46	4	
do French mail	33	8	
Sardinian States (Prussian closed mail if prepaid) 40c	46	11	
do do French mail	*21	*42	
Bremen or Hamburg mail	*30	6	
Savoy, District	*15	3	
Roman States, Prussian closed m.	44	13	
Bremen or Hamburg	*42	4	
French mail	*27	*54	
Singapore, Br. m. via Southampton	45	6	
do via Marseilles	53	8	
French mail	30	60	
Spain, Br. m. by American packet		6	
do do by British pkt	21	6	
do French mail	30	6	
do by Brem or Ham mail	36	6	
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica	10	4	
do via Havana	34	6	
Switzerland, Prus. cl. m. (if prepaid 33c.)			
French mail	*21	9	
by Bremen mail	*15	3	
by Hamburg mail	*30	6	
Venezuela, British mail via Southampton	30	2	
West Indies, British	18	4	
not British, (except Cuba)	34	6	

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1868 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made :

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.

2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.

3. From rents.

4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.

5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1862.

6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation, or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposits in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.

7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.

8. From gains and profits of any incorporated company not divided.

9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.

10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.

11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.

12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.

13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.

4. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.

2. National, State, county and municipal taxes within the year.

3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.

4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.

5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.

6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.

7. Amount actually paid for rent of homestead.

8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.

9. Interest paid out of falling due within the year.

10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.

11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$6.

Carriages of the description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barly	48
Beans white	60
Beans castor	46
Buckwheat	50
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	70
" Meal	50
Hair, plastering	8
Lime, unslacked	80
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	32
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	60
" sweet	50
Peas	60
Rye	56
Seed Blue Grass	14
Seed, Clover	60
" Flax	56
" Hemp	44
" Timothy	45

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance. — *10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. *15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional.

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce; double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce; and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in fakvit destination, except the following places, viz : Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, viz : Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond which France, others than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re-Union, Servia (except Belgrade), Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is the destination; for the Austrian, the frontier of Turkey and Austria; for Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries in Asia, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply, and to places beyond seas, or ports other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mail exchanged with Belgium are charged with single rates of postage if not exceeding half an ounce in weight; double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding one ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weight, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.*—Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg; and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," "for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

Routes of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France; otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

United States Internal Revenue Tax.

The following is a tabular statement of the number of income blanks served; number of persons who made return of income; number of persons who returned no income; also, the number of watches, silverplate, and billiard tables kept for private use, and number of carriages kept for use or hire for the year 1867 :

16,864 income blanks served by Assistant Assessors.		
4,742 persons returned income for the year ending the 31st day of December, 1867, amounting in the aggregate to $2,970,001 80.		
Amount of tax at five per cent		$148,501 80
41 persons assessed with penalty—		
On $76,889 62 at five per cent	3,844 48	
Fifty per cent. penalty	1,922 24	
On $500 at five per cent	25 00	
One hundred per cent. penalty	25 00	
Tot[illegible]		$155,316 31
215 colored persons made returns of income		
7,434 persons returned no income.		
4,600 persons failed to make any return and supposed to have no taxable income.		
3,377 gold watches valued at $100 or less.		
663 gold watches valued at over $100.		
Amount of tax, including penalty for neglect or refusal to make return		$4,619 96
36,702½ ounces silver plate at 5c		1,835 13
30 billiard tables at $10		160 00
214 carriages valued at less than $500 at $4		1,281 00
5 carriages value at over $500 at $10		50 00
Total		$161,696 44

United States Special Tax.

Schedule of assessments for special tax on business, trades, and professions for the year ending April 30, 1869, assessed and returned to Collector :

Apothecaries	113
Architects	15
Auctioneers	34
Banks	15
Billiard tables	112
Bowling alley	12
Brewers	15
Brokers, Cattle	20
Brokers, Commercial	81
Brokers, Customhouse	15
Brokers, Pawn	5
Brokers, Produce	9
Brokers, Stock	43
Builders and Contractors	68
Butcher	653
Butchers in calves	41
Claim agents	10
Civil Engineers	2
Confectioners	19
Common Carriers	10
Conveyances	44
Dealers, Retail	2639
Dealers, Wholesale	623
Dealers, Retail Liquor	2068
Dealers, Wholesale Liquor	198
Dentists	44
Distillers	10
Eating Houses	164
Exhibitions	3
Express Carriers	126
Express Agents	1
Grinders of Coffee	5
Horse Dealers	7
Hotels	70
Insurance Agents, Foreign	14
Insurance Agents, Foreign	2
Intelligence Offices	9
Lawyers	307
Livery Stables	29
Lottery Ticket Dealers	30

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement :

Total Premiums for the year ending 29th February, 1868		$546,969 4[illegible]
Viz—Fire Premiums	$286,272 37	
Marine Premiums	162,130 70	
River Premiums	100,207 15	
		$548,630 42
Less Return Premiums	$5,609 75	
Less Unearned Premiums	40,145 00	$45,694 7[illegible]
Net Earned Premiums		$502,916 67
Losses Paid :		
Fire Losses	$63,597 30	
Marine Losses	184,072 79	
River Losses	94,862 05	
	$342,062 14	
Discount in lieu of Scrip	54,246 05	
Taxes and Internal Revenue	34,741 35	
Expenses, Rent, etc., less Discount Account	32,210 39	
Six per cent. Interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868	37,777 39	
		$491,210 70
Reserved for Unadjusted Losses		$11,277 60

The Company have the following Assets, which in the Report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after due allowances and deductions are made, to be equivalent to a Cash Capital of $620,000, viz :

Invested in Real Estate	$45,836 11
Invested in Mortgage on Real Estate	73,019 30
Invested in City and other Bonds	22,339 80
Invested in Bank and other Stocks	133,305 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	136,282 00
Loaned on Pledges	10,300 00
Bills Receivable	46,650 32
Premiums in course of Collection	27,322 71
Cash on hand	111,513
	$727,000 49

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of March, 1868. PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.

CHAS. BRIGGS, President.

ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES :

Charles Briggs,	A. E. Montgomery,
Ant. Carriere,	A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick,	Frank Williams,
S. Bragier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh Macdonald,
Alfred Kearny,	Wm. M. Pinckard,
A. Frerichs,	John B. Wolfe,
Geo. W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. E. Pothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon, Jr.,
Henry J. Voss,	B. Flagge,
E. Marquese,	James Gallier,
Chas. Welchen,	Rudolph Sieg.
H. F. Given.	

mh29—[illegible]

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. P. Janvier, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. S. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors and Traders' Insurance Company, No. 30 Carondelet street—Michael Musson, President; Harman Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Firemen's Insurance Co. of New Orleans—B L Millaudon, President; E N Ganucheau, Sec'y.

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Alfred Moulton, President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President, J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Ganucheau, President; L. W. Baquie, Secretary.

Louisiana Equitable Life Insurance Co., No 142 Canal street—Joseph Allison, President; W P Harper, Sec'y.

Union Insurance Company, 18 St. Charles street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 164 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, corner Camp and Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.

Pelican Mutual Insurance Company, No. 28 Camp street—Chas. Roman, President; A. Tarleton, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Lloyd R Coleman, President; Chas. Engsfeld, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.

N. O., O. & G. W. RAILROAD.

Office New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company.

NEW ORLEANS, June 8, 1868.

The New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company, desiring that a connection shall be formed between their present terminus at Berwick's Bay and the Houston and New Orleans Railroad, which terminates at the Sabine River, and which when completed, (the distance being 163 miles,) will connect New Orleans with almost the entire railroad system of Texas. The President and directors of said company, therefore, propose to such party or parties as may undertake to fill up such gap, the following terms and conditions, to wit :

1. Will lease the right of way and the franchises now possessed by said company from their present terminus at Berwick's Bay to the town of Vermilionville, the grading of which is almost entirely completed for these 63 miles, and will, at the same time, lease the right under their charter, to build the branch rail road from Vermilionville to the Sabine River, at or near Orange, the same having been already located by resolution of the Board of Directors. The distance between these points is 100 miles. The company reserving to itself the right of way and transportation on payment of proportionate freights and passage money from the present terminus of the road to any extension towards Opelousas of its road beyond Vermilionville.

2. The said lease to continue for a term of years to be agreed upon between the company and the lessees. At the end of the lease, the property to be valued by disinterested parties, the railroad company to select three, and the lessees three, the two, if need be, to call in an umpire whose decision will be final. The railroad company reserving the right to purchase said property at such valuation, but if not then promptly paid for by said company, the lease to be extended for a further term of years, and so on, until finally purchased and paid for by said New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company. The grading already made between Berwick's Bay and Vermilionville, to be valued by competent engineers at the time of entering into a contract, but not to be paid for by lessees until the end of the lease, herein provided for.

3. The parties leasing to obligate themselves to connect with no other railroad which might hereafter be built, terminating at or near the city of New Orleans, and further obligating themselves to do no act which will infringe the rights under the present charter of said company, and also to hold said company harmless against any loss which might result from acts committed on that portion of road now proposed to be leased.

4. Should the lessees succeed in obtaining a land grant on the line of railroad beyond Berwick's Bay, it will be and remain the property of said lessees, this company claiming none of its benefits, and incurring no portion of the responsibility attending it.

5. Transportation to be furnished said lessees over the company's road, as follows, viz :

The President, Directors and officers of the road, including engineers, superintendents, road masters, and bridge builders free of charge. Transportation of laborers going out to be charged one-third the regular fare. Provisions and supplies to be charged one-half of regular rates. Material, other than iron and crossties, to be charged one half of regular rates. Iron to be charged one dollar per ton, and crossties (if any) fifteen cents each. Lessees to load and unload the cars.

6. The road thus to be built shall be a first-class railroad in every respect. The gauge to be the same as the company's road—say 5 feet 6 inches. The iron used not to be less than 56 pounds per yard.

7. The said lessees to obligate themselves to commence said road within four months, and have it finished and in running order to the Sabine river, connecting with the Houston road at or near Orange, within three years from date of signing the lease.

8. In order to insure the faithful performance of the contract the lessee will be required to execute a bond to an amount, and with good and satisfactory security to the satisfaction of the Board of Directors.

9. The Company reserves the right to reject any and all bids.

Another proposition, and for which proposals are also invited, is to lease the road, including depots, stations, rolling stock, etc., from Algiers, opposite New Orleans, to Brashear City, including the franchises of the company beyond to Texas, under the following conditions :

10. That the party or parties proposing to lease shall state the least number of years he or they will lease the road, on the following conditions :

1. The accrued interest to October 1, 1868, on the mortgage bonds, (said bonds maturing in 1883,) to be provided for by the lessee.

2. The semi-annual interest on same bonds, accruing yearly after date, and payable on the first days of April and of October of each year, say $160,000 per annum, to be also provided for by said lessee.

4. The road to be built over the route from Berwick's Bay to New Iberia, thence to a point at or near Vermillionville, thence in a westerly direction to a point on the Sabine River, connecting with the Houston and Beaumont Road.

5. The building of the road to be commenced within four months after signing the contract of lease, to be prosecuted with all dispatch, and to be fully and finally constructed within three years from the signing of the lease.

7. The grading, culverts, etc., now made beyond Berwick's Bay, to be taken by the lessee at a valuation to be ascertained by experts, one to be appointed by each party, in case of disagreement, they to select an umpire, and to be paid for on such terms as shall be hereafter agreed on.

The road to be built, equipped and maintained during the entire lease as a first class road in every respect.

6. At the close of said lease, the said road, depots, stations, rolling stock, etc., from Berwick's Bay to the Texas line, shall be valued by experts, one to be appointed by each of the parties hereto, and in the event of disagreement, the two to select an umpire, whose decision shall be final. The value thereof thus ascertained shall be subscribed as stock in the present company, it being well understood that all costs of maintenance, as well as expenses of operating the road, shall be at the exclusive charge of the lessees.

9. The contract with Charles Morgan for running a line of steamers to Texas, extending to 1871, to be carried out by the lessee in every respect.

10. The present road to Berwick's Bay, including depots, machine shops, rolling stock, bridges, etc., to be turned over to the lessee after inventory and appraisement, and the said property, or property of like character and value, and like condition and good order to be returned to the company at the expiration of said lease.

11. The lessee, to ensure the faithful performance of this contract, to furnish security to the satisfaction of Board of Directors.

12. The said lessees shall contribute and pay each year the sum of $5000, payable quarterly, to keep up and maintain the organization of the railroad company during the existence of this lease.

13. The said lessees obligate themselves to do no act which may operate a forfeiture of the charter, and shall hold the said N. O., O. and G. W. R. R. Co. harmless against any and all acts of theirs.

Sealed proposals will be received at the office of the company in New Orleans, No. 69 Canal street, until the first day of September next, at 12 o'clock m., the company reserving the right of rejecting any or all bids.

For particular information apply to
C. P. LEVERICH,
President Bank of New York.
JOSEPH C. BUTLER,
President Lafayette Bank, Cincinnati, Ohio.
CHAS. PARSONS,
Cashier State Savings Ass'n, St. Louis, Mo.
GEO. STURGIS,
President Northwestern National Bank, Chicago, Ill., or to the undersigned,
je9 ttusetf — A. B. SEGER, President.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867 :

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$621,590 00
Premiums on Marine Risks	$42,692 34	
Premiums on River Risks	107,390 20	
Premiums on Fire Risks	172,387 46	
		$321,590 00
Less Return Premiums	1,289 00	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,861 00	
		41,050 [illegible]
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,130 10
Losses paid during same period :		
On Marine Risks	25,909 74	
On River Risks	109,336 24	
On Fire Risks	30,397 62	
	165,003 14	
Re-Insurance	12,047 5	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest	39,799 21	
		$217,749 70
Remaining		62,380 32
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		57,381 32
Reserved for Unadjusted Losses		5,007 10
The Company have the following assets :		
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		347,000 0
38 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		38,000 07
32 Bonds State of Louisiana of $500 each		12,000 00
42 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each		42,00 00
60 U. S. 5-20 Bonds of — $500 each		60,000 00
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each		5,000 00
500 shares Bank of New Orleans—$50 each, valued at $30	24,000 00	
650 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $50	32,500 00	
945 shares Canal Bank—$50 each, valued at $50	52,300 00	
300 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $50	15,000 00	
125 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,875 00	
60 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,200 00	
		$137,125 00
Cash on hand		51,005 50
Real Estate No. 78 Camp street		50,000 00
Loans on Pledges		22,415 00
Bills Receivable	12,745 00	
Less Bad and Doubtful	6,344 14	
		6,391 46
Outstanding accounts in course of Collection	70,056 66	
Less Bad and Doubtful	10,211 60	
		59,844 97
Scrips of other Insurance Companys		5,444 00
Total Assets		$872,724 60

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.

A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
PARISH OF ORLEANS CITY OF NEW ORLEANS.
Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.
PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

B. K. Converse,	S. F. Ethell,
Robert Hare,	Jos. H. Isonbour,
Jos. Hoy,	J. H. Ludwigson,
Alfred Moulton,	A. H. May,
J. M. Allen,	Jno. T. Moore,
Jno. C. Rogers,	W. M. Perkins.

jan17 1m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 23d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867.

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz :		
On Fire Risks	$166,471 80	
On Marine Risks	95,880 94	
On River Risks	55,452 34	
	317,804 71	
Add unterminated risk, or 1866	66,985 00	
		$384,889 71
Deduct unterminated risks for 1867	$60,418 00	
Return premiums for 1867	2,598 94	
		63,014 94
Net earned premiums 31st Dec. 1867		$321,875 97
Losses paid during same period, viz :		
On Fire Risks	$32,921 12	
On Marine Risks	39,641 75	
On River Risks	28,052 94	
		100,715 82
Add re-insurances	2,167 75	
Dis. on Prem	48,455 87	
		50,774 62
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, less discount and interest		71,610 31
Reserved to payment of interest on scrip due in 1868		66,253 10
		$284,513 33
Net profit		$37,161 82

The Company have the following Assets, viz :

Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c	$167,200 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds, valued at 70c	86,800 00
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c	71,400 00
Twenty-five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c	17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c	2,000 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c	3,000 00
Nine Vicksburg, S and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c	4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc	162,405 00
Loans on Pledge	26,100 00
Loans on Mortgage	51,000 00
Bills Receivable	11,398 39
Premiums due in course of collection	47,162 03
Scrips of other insurance companies	12,400 00
Uncurrent funds	4,600 00
Coupons on City Bonds due, not collected	13,000 00
Cash on hand	34,574 41
	$767,766 81

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.
PARISH CHILDRESS,
Second Justice of the Peace,
Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.

THOMAS SLOO, President,
JOHN G GAINES, Vice President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS :

Jno. G. Gaines,	E. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno. C. Riehs,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
S. Blocco,	J. B. Bres,
J. C. Sarell,	Thos. Sloo,
Thos. A. James.	

jan25 1y

Dr. C. Blancke,

416 & 418... St. Charles St.....416 & 418

GREAT REVOLUTION IN DENTISTRY.

ALUMINIUM! ALUMINIUM

THE LATEST DISCOVERY OF THE AGE!

GREAT SUCCESS!

DR. C. BLANCKE begs leave to inform his friends and the public generally that he will furnish Artificial Teeth, set in this newly discovered metal, executed in the most skillful and elaborate manner. The Aluminium Sets are far superior to those of Gold or Silver for comfort and durability, being much lighter, cheaper, and not susceptible of being impaired by acids. mh28—1y

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST,

NO. 196 CANAL STREET, BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English. sep1 1y

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMP'Y

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fare and aft deck or $1 aft deck, $250 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fare deck, $183 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $100 in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

Children over twelve years, pay full fare.

To every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage. The others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent., provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

A passage by this line is payable in gold.

From and after the 15th of February the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to
VICTOR PREBILLAT, Agent,
No. 177 Common street.

fe9 tf

TREATMENT

—OF—

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SIPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, EXEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

E. GAUDON,

Graduated, from the Paris University.

Corner of Gravier and Burgundy Streets. sep8 1y

JUDICIAL SALES.

H. C. Millaudon vs L. M. Duquesnay.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No 18,321.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 29th day of August, 1868, at 12 o'clock m., the following described property, to wit :

1st. TWO CERTAIN LOTS OF GROUND, situate in the Third District of this city, in the square bounded by St. Anthony, St. John the Baptist, Bagatelle and Claiborne streets designated by the Nos. twenty six and twenty-seven, in square No. 25, as per plan made by L. H. Pilie, late surveyor, and deposited in the year 1844 in the office of F. Percy, late a notary public in this city, said lots measuring, each, American measure, twenty-six feet eight inches front on St. Anthony street, by one hundred and ten feet in depth between parallel lines.

2d. ANOTHER LOT OF GROUND, situate in the same square, adjoining the above, and measuring thirty-two feet three or four inches front on St. Anthony street, by one hundred and ten feet deep and front on Claiborne street, American measure which said lot of ground is composed of the whole of lot No. 25 and of a portion of lot No. 24, on said plan by L. H. Pilie, late surveyor, on the 24th September, 1841 deposited in the office of F. Percy, late a notary public in this city, together with all the buildings and improvements on said lots of ground, and all the rights, ways, privileges and advantages thereunto or in any wise appertaining; and said above property was acquired by defendant by purchase from Mrs. Ernest Gorgu, per act passed before A. E. Bienvenu, notary public in this city, on the 8th May, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

THOS. L. MAXWELL, Sheriff of the Parish of Orleans.

j28 aug5 13 21 29

Citizens' Bank of Louisiana vs. Mrs. Martha Johnson, St. F. Casanave and A. L. Bingaman.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 21,567.—By virtue of a writ of fieri facias directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Geo. W. Avery, late Sheriff, and by said late Sheriff to me transferred, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 29th day of August 1868, at 12 o'clock m.

A CERTAIN LOT OF GROUND, with all the buildings and improvements thereon, situate in the Second District of this city, in the square bounded by Esplanade, Burgundy, Barracks and Rampart streets, and measures, in French measure, thirty feet front on Esplanade street, by one hundred feet deep, between parallel lines; said lot of ground is formed from part of a lot of ground designated by No. Forty, as per plan deposited in the office of Felix de Armas, late a notary public in this city, dated June 8th, 1819.

Being the same property which the defendant A. L. Bingaman acquired by purchase from Mrs. Mary Abreo, widow of the late W. D. Tolliott, by act before Selim Magner, notary public in this city, on the 1st April, 1864.

Seized in the above suit.

Terms—Cash, on the spot.

THOS. L. MAXWELL, Sheriff of the Parish of Orleans.

jy29 15 aug29

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 1st day of July, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit :—No. 22,018.—Mrs. E. H. Sandford vs. D. W. C. Sandford—In this case, submitted to the Court for determination, the Court considering the admission of indebtedness, the confession of judgment and waiver of all legal delays and of appeal filed by defendant, it is ordered and adjudged that there be judgment in favor of plaintiff Mrs. Elizabeth H. Staybach, wife of DeWitt Clinton Sandford, and against the defendant the said DeWitt Clinton Sandford, her husband, that said parties be separated in property, the community of acquets and gains heretofore existing between them dissolved; and that plaintiff have the sole management and administration of her separate property. It is further ordered and adjudged that plaintiff be and she is hereby decreed the owner of the property described in exhibit No. 1 filed herein; and further that she do have and recover from the defendant the sum of nine thousand eight hundred and ninety-four 70/100 dollars, being the amount of her paraphernal property received by said defendant, with legal interest thereon from judicial demand till paid and costs of suit, with the mortgage and privilege granted by law to married women on all the property of said defendant for the reimbursement of her said paraphernal property.

Judgment rendered and signed July 1st, 1868.

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

Plaintiff remits the decretal part of the judgment, decreeing her to be the owner of the property described in exhibit "1."

(Signed) RANDOLPH SINGLETON & BROWNE, For Plaintiff.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 2d day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the independence of the United States.

WM. WOELPER, Clerk.

jy 3 3t in 1m

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, that on the 27th day of June, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit : No. 20,726—Caroline Seeleman vs. Lazarus Simon, her husband—On motion of Cotton & Levy, attorneys for plaintiff in this case, upon submitting to the court due proof in support of her demand, and by reason of the law and evidence being in favor of plaintiff—It is adjudged and decreed that the judgment by default heretofore entered on the 22d instant be now confirmed, that there be judgment herein in favor of plaintiff, Caroline Seeleman, and against defendant, Lazarus Simon, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquets and gains existing between them, the articles of furniture enumerated in the inventory annexed to her petition to belong to plaintiff, and recognizing her rights in the successions of her deceased parents, Mrs. Gruenbeden and her mother, Madeleine Seeleman, and that said plaintiff do have judgment against said defendant for the sum of twenty-one hundred dollars, with interest from judicial demand and costs of suit.

Judgment signed July 2d, 1868.

(Signed) CHS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 13th day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the 93d year of the Independence of the United States.

F. A. WOOLFLEY, Clerk.

jy15 41 in 30d

Succession of Bernard Marcher.

SECOND DISTRICT COURT FOR THE PARISH OF ORLEANS.—No. 31,312—Whereas, Margaret Sougert, widow of Bernard Karcher, has petitioned the Court for Letters of Administration on the estate of the late Bernard Karcher, deceased intestate. Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court.

jy28 aul 5 — M O TRACY, Clerk.

In the Matter of Ewell and Coppell, in Bankruptcy.

DISTRICT COURT OF THE UNITED STATES—For the District of Louisiana—In the matter of Ewell and Coppell, in Bankruptcy—No. 361—A warrant in bankruptcy has been issued by said court against the estate of Ewell and Coppell, of the parish of Avoyelles, and State of Louisiana in said District, adjudged bankrupts upon the petition of their creditors, and the payment of any debts and the delivery of any property belonging to said bankrupts to them or to their use and the transfer of any property by them are forbidden by law. A meeting of the creditors of said bankrupts to prove their debts and choose one or more assignees of their estate, will be held at a Court of Bankruptcy to be holden at New Orleans in said District, on the 1st day of August, A. D. 1868, at 11 o'clock a. m., at the office of J. R. G. Pitkin, one of the registers in bankruptcy, in said Court.

F. J. HERRON,
U S Marshal Dist. Louisiana

CITATION.

To the Heirs of the late Alexandre Lesseps

THE STATE OF LOUISIANA PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT—The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. the heirs of the late Alexandre Lesseps—The heirs of the late Alexandre Lesseps—You are hereby informed that the present suit is brought against you to obtain from you the reimbursement of the sum of four thousand and one hundred dollars and six [illegible] with legal interest [illegible] and all the costs incident to said suit [illegible] Recorder's Clerk's & Sheriff's Syndic's fees, publication of notice and citation, and all [illegible] plantation situate in said parish on the left bank of the river Mississippi, at about ten miles above the Courthouse of said parish, having and measuring twenty-five arpents, more or less, front on said river, and being bounded above by the land of Auguste Lesseps and other heirs of the late Alexandre Lesseps and below by that of Hyppolite Moran. The following works and repairs, to wit :

1. To build your levee about twenty-six arpents in length, say twenty feet base, six feet crown and five feet high.

2. To work and repair the road the entire length of the plantation.

3. To cut out the ditches and make the bridges on the same [illegible] in [illegible] to you previously to the institution of this suit by publication in the "New Orleans Bee," a newspaper printed in New Orleans, in conformity with law.

Wherefore, you are hereby summoned to comply with the demand contained in the petition, or deliver your answer to the same in the Clerk's office of the Second Judicial District Court of the parish of Plaquemines, ten days after service thereof.

By order of the Court.

Witness the Hon. Charles O. Dugué, Judge of said court.

Clerk's office, Parish of Plaquemines April 4th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

jy3 11 18 25 au1

CITATION.

To Mrs Virginia Minor, (wife of H. H. Minor.)

THE STATE OF LOUISIANA—PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT—No. 990—The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. Virginia Minor and her Husband, Henry H. Minor—Mrs. Virginia Minor and Henry H. Minor—You are hereby informed that the present suit is brought against you, to obtain from you the reimbursement of the sum of four thousand and seventy dollars and five and half cents with legal interest from judicial demand until final payment thereof, and of all the costs incident to said suit, to wit: Recorder's, Clerk's, Sheriff's & Syndic's fees, publication of notice and citation and all others making part thereof, the said amount having been expended and said costs incurred by the Parish of Plaquemines in conformity with law to make on Mrs. Virginia Minor's plantation, situate in said parish on the right bank of the river Mississippi, at about [illegible] miles above the Courthouse of this parish, having and measuring fifty two arpents more or less front on said river, and being bounded above by the land of Mrs. C. D. Benedict, and below by that of C. A. Thibaut, the following works and repairs, to wit :

1. To build anew the Levee of said plantation, from the front of the road about five arpents above the sugar-house, running in front and near the sugar-house and quarters extending down twelve acres, and about five feet high.

2. To repair and strengthen the Batture-Levees on said plantation.

3. To repair the roads on the entire length of said plantation.

4. To cut out the ditches on the whole of said length, and to repair the bridges on the same. The whole as described in the notice given to you previously to the institution of this suit by publication in the same in the New Orleans Bee, a newspaper printed in New Orleans, in conformity with law, to put you in default.

Wherefore you are hereby summoned to comply with the demand contained in the petition, or deliver your answer to the same in the Clerk's office of the Second Judicial District Court of the parish of Plaquemines, ten days after service thereof.

Witness the Honorable Charles O. Dugué, Judge of said Court.

Clerk's office, parish of Plaquemines, March 18th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

jy3 11 18 25 aug1

CONSTABLE'S SALES.

Johanna Markey vs Bernard Scanlon—No. 5191.

BY virtue of and in obedience to a writ of fieri facias directed to Chs. Carter, Acting Constable, by the Honorable the Third Justice of the Peace in and for the city of New Orleans, and to me transferred, I will proceed to sell at public auction at the Merchants and Auctioneers Exchange, on Royal street, between Canal and Customhouse streets, at 12 o'clock, on TUESDAY, the eleventh August, 1868, the following described property, viz :

A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the First District of the city of New Orleans, in the square No. 91, bounded by Perdido, Bertrand and Prieur streets, and designated by No. 3 in the above square, as per plan drawn by L. Bringier, Surveyor General, dated April 28th, 1848, and deposited in the office of David L. McCay, late a notary in this city, which lot measures in English measure 30 feet front on Perdido street, by a depth of 110 feet, and forming the corner of Perdido and Prieur streets, between parallel lines. Seized in the above entitled suit to pay and satisfy the sum of forty-nine dollars with interest and costs, as per judgment rendered.

Terms Cash, in U. S. Treasury notes, U. S. Internal Revenue stamps at purchaser's expense.

jy10 3aug — J. A. MOLAISON, Constable

A. C. Gaspard vs Mr. and Mrs. Elizabeth.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—PARISH of Orleans—No. [illegible]—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Hon. John P. Montamat, Third Justice of the Peace, I will proceed to advertise and sell at public auction on SATURDAY, August 1, 1868, at 12 o'clock m., at No. 85 Bienville street, between Royal and Bourbon streets, the following property, viz :

One lot of FURNITURE and HOUSEHOLD UTENSILS, as per inventory in my office.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes.

jy24 3t 1 Aug — J. A. MOLAISON, Constable.

Succession of Jean Despeney.

SECOND DISTRICT COURT FOR THE PARISH OF ORLEANS.—The creditors of the above entitled succession are hereby notified to make their claims known, and present an account of their respective claims and the titles by which they are established at the office of A. L. Tuect, Esq., attorney and counsellor at law, No. 31 Exchange Place, corner of Customhouse street, and the debtors of said succession are invited to call also and pay the amount of their indebtedness.

BARBARA KERN,
Widow of Jean Despeney, Natural Tutrix.

jy25 3t

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the Public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Mowell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works, and every description of Machinery for the South.

sep18 1y — LEEDS & CO.

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING.

Squares :	1 month	3 mos.	6 mos.	9 mos.	12 mos.
One	$12	$22	$38	$50	$60
Two	20	38	60	90	100
Three	25	50	80	110	130
Four	30	60	100	130	160
Five	35	70	115	150	180
Six	40	80	130	170	200
Seven	45	90	145	190	220
Eight	50	100	160	210	240
Nine	55	110	175	230	260
Ten	60	120	190	250	280
Eleven	65	130	205	270	300
Twelve	70	140	220	290	320
Thirteen	75	150	235	310	340
Fourteen	80	160	250	330	360
Fifteen	85	170	265	350	380
Thirty	170	280	400	500	600

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday morning. Subscription, $5 per annum, in advance. Single copies ten cents.

RATES OF ADVERTISING :

Squares.	1 mo.	3 mos.	6 mos.	9 mos.	12 mos.
One	$4	$8	$14	$20	$25
Two	8	16	20	26	32
Three	12	22	30	38	44
Four	15	27	36	46	54
Five	19	32	42	53	64
Ten	30	45	75	100	125
Fifteen	40	55	100	135	165
Thirty	60	120	180	250	300

PLATFORM

OF THE

Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and with never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND,

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens.

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment; and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause.]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government; the reduction of the standing army and navy, the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened; the credit of the Government and the currency made good, the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad, the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crimes committed beyond their jurisdiction. [Applause.]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career.

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union under the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union, it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy.

It has nullified there the right of trial by jury. It has abolished the writ of habeas corpus, that most sacred writ of liberty. It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests and military trials, and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals.

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law.

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution; while the learned Chief Justice has been subjected to great and atrocious calumnies merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded anything known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, centralized, consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States.

That we regard the reconstruction acts (so called) of Congress, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void.

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution.

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, established by the Government; and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied.

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people, and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard. [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people, and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged, we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren.

Carpet Warehouse,

No. 19..........Chartres Street..........No 19

A. BROUSSEAU & CO., IMPORTERS,

OFFER at low prices—

CARPETING—English and American of all the Floor, Furniture and Enameled Oil Cloths.

MATTING—500 rolls China, 100 pieces Cocoa.

WINDOW SHADES, Table and Piano Covers.

CRUMB CLOTHS—Drugget, Linen and Felt.

CURTAINS—Lace, Reps, Worsted, Damask, etc.

FURNITURE COVERING—Linen and Silk Stripes, etc.

CORNICES—Bands Pins, etc.

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a large lot of YELLOW PINE LUMBER, Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by — AMP. L. McCONNELL.

JACOB OTT Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

☞ Orders left at 21 Trèmé Circus, or at A. DURAND'S, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

JACOB OTT Entrepreneur,

REPARE les MAGASINS et les MAISONS de résidence.

Fait et répare les cuves.

Les ordres laissés au No 21, Cirque Trèmé, ou chez A. DURAND, coin Toulouse et Chartres, seront exécutés promptement.